

## **Cofinancement de la formation professionnelle continue**

### **Conformité aux Lois sur la protection des données à caractère personnel**

Les données collectées sont traitées dans le cadre de l'instruction des demandes de cofinancement de la formation professionnelle continue émanant des entreprises en référence aux articles L.542-7 à L.542-19 du Code du travail relatifs au soutien et développement de la formation continue.

Ces données sont traitées dans le respect de la loi sur la protection des données applicable au Grand-Duché de Luxembourg et du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données (le « RGPD ») (ensemble ci-après les « Lois sur la protection des données à caractère personnel »).

L'entreprise demanderesse d'une contribution de l'État aux dépenses engagées pour la formation de ses salariés, confirme avoir obtenu le consentement préalable de ces derniers ainsi que du ou des formateurs, dont des données à caractère personnel seront reprises dans le présent formulaire afin que ces données puissent faire l'objet d'un traitement conforme à la législation.

Les données à caractère personnel des salariés de l'entreprise demanderesse seront transmises, conformément à l'article L-542-11 paragraphe 3 du Code du travail, à la commission consultative dans le domaine du soutien et du développement de la formation professionnelle continue, nommée par le Ministre, et ayant notamment pour mission de statuer sur l'éligibilité des demandes de cofinancement telles que définies aux articles L-542-9 à L-542-11, à des fins d'accord ou de refus de l'aide financière publique. Les données à caractère personnel des personnes physiques sus qualifiées ne seront toutefois pas transférées au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Aucun transfert des données à caractère personnel des salariés de l'entreprise demanderesse ne pourra se faire en dehors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les données reprises dans ce formulaire sont susceptibles d'être traitées à des fins statistiques, exclusivement par l'INFPC. Dans ce cas, les données à caractère personnel auront été, au préalable, anonymisées.

Ces données à caractère personnel sont conservées jusqu'à la réalisation de la finalité pour laquelle elles ont été collectées. Elles sont ainsi conservées aussi longtemps que nécessaire pour la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont traitées, cette période étant soumise aux délais de prescription légaux applicables.

Conformément aux lois sur la protection des données personnelles, les salariés de l'entreprise demanderesse, en tant que personnes physiques, disposent, des droits :

- d'accéder à leurs données à caractère personnel : obtenir les informations concernant le traitement de leurs données ;
- de demander la rectification : obtenir la modification de leurs données à caractère personnel si elles sont inexactes ou incomplètes ;
- de réclamer l'effacement (« droit à l'oubli ») : obtenir la suppression de leurs données à caractère personnel;
- de demander la limitation du traitement : obtenir la limitation du traitement de leurs données à caractère personnel;
- de solliciter la portabilité de leurs données à caractère personnel ;
- de s'opposer au traitement de leurs données à caractère personnel.

Ces droits s'appliquent selon les limites des Lois sur la protection des données personnelles.

Pour exercer ces droits, les salariés de l'entreprise demanderesse, en justifiant leur identité (c'est-à-dire en joignant à leur demande une copie lisible et valable de leur pièce d'identité) pourront adresser un email ou un courrier à :

- [dpo@infpc.lu](mailto:dpo@infpc.lu)
- INFPC, Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue, à l'attention du Délégué à la protection des données (DPO), 12-14, avenue Émile Reuter L-2420 Luxembourg.

En complément aux droits mentionnés ci-dessus, les salariés de l'entreprise demanderesse peuvent déposer une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données (la « CNPD »), ayant son siège à L-4361 Esch-sur-Alzette, 1 Avenue du Rock'n'Roll, via le formulaire disponible sur son site internet : <https://cnpd.public.lu/fr/particuliers/faire-valoir/formulaire-plainte.html>